

# Maghreb : la voie de la raison

Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international, était à Nouakchott, en Mauritanie, ce 9 janvier, à l'occasion de la cinquième conférence sur l'intégration économique maghrébine. Intervenant devant les ministres et gouverneurs de l'ensemble du Maghreb, ainsi que des représentants du secteur privé et des donateurs, elle est, comme on s'y attendait, longuement revenue sur les mouvements sociaux qui traversent encore le monde arabe qu'elle inscrit, non plus dans un « printemps », mais dans un « grand éveil arabe » (Great Arab Awakening). Ces mouvements sont associés à une demande « de dignité, de meilleures opportunités et d'une plus grande équité dans la vie économique ». Ce que l'ancien modèle économique des régimes policiers était incapable de satisfaire, faute « d'environnement favorable fondé sur l'équité et la transparence ».

Le « réveil du secteur privé » que M<sup>me</sup> Lagarde appelle de tous ses vœux « doit faire partie intégrante du réveil arabe » car « une nouvelle société a besoin d'une nouvelle économie ».

A ses yeux, les chances de succès dans notre région seront collectives ou ne le seront pas : les besoins sont tels que leur satisfaction passe inévitablement par une démarche maghrébine : « Nous avons besoin d'une croissance économique forte et soutenue. Une croissance inclusive qui est généreuse dans le partage de ses fruits. Une croissance qui produit

suffisamment d'emplois pour répondre aux aspirations de la jeune génération. »

Pour y parvenir, il est attendu « une prise de conscience du secteur privé, la libération du potentiel productif de la population du Maghreb et la création d'un environnement favorable à l'innovation, l'entrepreneuriat, la créativité et l'emploi ».

Une stratégie dans laquelle l'investissement étranger est considéré, pour la plupart des Etats de la région en manque de financements externes, comme « un élément essentiel » qui peut booster la croissance et mettre en route « un cercle vertueux d'augmentation de la productivité, de renforcement de la diversité économique, et une plus grande résilience face aux turbulences externes ».

L'économie maghrébine est pour M<sup>me</sup> Lagarde suspendue à deux facteurs : le flux des IDE, d'une part, le besoin d'ouverture et de transparence, d'autre part.

Le flux des IDE n'est toujours pas au niveau souhaité, même s'ils ont augmenté de façon spectaculaire au cours de la dernière décennie, passant de 3 milliards de dollars/an pendant les années 2000 à 12,3 milliards de dollars en 2008, à la veille de la crise. Mais même ce pic est insuffisant puisqu'il ne représente, en moyenne, que 3% du PIB. Depuis, le montant des IDE ne cesse de dégringoler pour atteindre 6,5 milliards de dollars en 2011, soit moins de 2% du PIB.

Autre caractéristique des IDE : leur faible diversification. L'Europe est le principal pourvoyeur de fonds et elle

les réserve essentiellement à la Tunisie et au Maroc. La priorité, dans leur affectation, est donnée à l'énergie et l'exploitation minière.

Plaidant pour une démarche maghrébine commune, M<sup>me</sup> Lagarde y voit le seul moyen de valoriser les nombreux atouts dont dispose la région, notamment les avantages de l'emplacement, et d'une population jeune et instruite.

Une forte allusion critique est faite au mode d'accumulation prévalant dans le secteur privé, fortement connecté au pouvoir politique de façon malsaine. Ainsi, le climat d'investissement et l'environnement des affaires souffrent de nombreux obstacles pour que le secteur privé puisse se développer, investir, innover et créer des emplois. Ces obstacles tiennent essentiellement à ce qu'elle qualifie de « vestiges de privilège et connexions confortables ». Une façon bien polie de qualifier certaines pratiques mafieuses en vigueur partout au Maghreb.

La clef du virage à négocier est la mise en place d'une réglementation d'essence « économique et impartiale », adossée à des infrastructures de meilleure qualité, une fiscalité équitable et prévisible, une administration des douanes, un système judiciaire fort, indépendant et impartial, un système financier entièrement dévoué à l'activité productive et l'accès généralisé au crédit.

Au-delà des investissements étrangers escomptés, c'est la confiance de leurs propres peuples que les gouvernants ont à gagner.

Le besoin d'ouverture et de transparence au Maghreb passe par le partage de « l'idée d'un destin commun » et « de nouvelles façons de penser et d'agir ». A ce titre, trois « domaines spécifiques » sont pointés du doigt : intégration, internationalisation et diversification.

Les progrès en matière d'intégration sont associés à « une plus grande ouverture des régimes d'investissements directs étrangers, notamment dans les industries extractives ».

Sollicitant Ibn Khaldoun (« seules les tribus animées par un fort esprit de corps sont capables de vivre dans le désert »), M<sup>me</sup> Lagarde propose d'élargir cet esprit de corps pour englober les 80 millions de personnes que compte la région dans un effort synchronisé visant à créer un ensemble commun de règles régissant la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux.

Les progrès en matière d'internationalisation doivent permettre aux entreprises locales de se considérer comme partie d'un ensemble de la région en acquérant un statut transnational, qui leur permettra de partager la richesse, la connaissance et l'expérience. Les progrès attendus en matière de diversification touchent à la fois la provenance et la destination des IDE.

A ce titre, le Maghreb recèle des secteurs porteurs : les ressources naturelles, l'ingénierie, le développement de logiciels, de l'informatique...

Emboitant le pas à la patronne du FMI, les dirigeants maghrébins ont entrepris une première réalisation concrète : l'entrée en activité de la Banque maghrébine d'investissement et du com-

merce extérieur. Créée en 2000, la banque vient d'être dotée d'un capital de 100 millions de dollars à part égale entre les cinq pays membres. Un capital destiné au financement des projets structurants, comme les connexions énergétiques, les nouvelles technologies ou encore les grandes infrastructures routières (autoroutes) qui peuvent relier les différents pays maghrébins. Basée à Tunis, la banque doit entrer en activité en mars prochain. Une initiative saluée par tous les partisans de l'intégration qui déplorent que le volume des échanges commerciaux intermaghrébins ne dépasse toujours pas la portion congrue de 3% du commerce global de chacun des pays. Le coût du non-Maghreb est, par ailleurs, évalué à deux points entiers de croissance annuelle pour un pays comme la Tunisie. « Un Maghreb bien intégré, avec un grand marché de plus de 80 millions de producteurs et de consommateurs, augmenterait sensiblement son attrait pour les investisseurs locaux et étrangers et aiderait la région à tirer profit des accords d'association conclus séparément avec l'Union européenne », avait déjà soutenu en son temps, l'un des prédécesseurs de M<sup>me</sup> Lagarde, M. Rodrigo de Rato.

Au-delà, les dirigeants maghrébins doivent se rendre à l'évidence que l'intégration régionale est en réalité le seul moyen de tirer profit des accords conclus séparément avec l'UE. Outre qu'elle favorisera la création d'économies d'échelle pouvant compenser l'étroitesse des marchés intérieurs actuels, elle permettra, comme l'espère M<sup>me</sup> Lagarde, de promouvoir les flux d'investissement



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

dans la région. Si l'Algérie souhaite limiter les effets préjudiciables résultant de son accord avec l'UE — les experts du FMI aiment rappeler ici ce qu'ils appellent l'effet de « centre et rayons » qui favorise la localisation de nouveaux projets d'investissement au sein de l'UE —, il lui faudra supprimer, graduellement, les obstacles au commerce avec les pays avoisinants et avec le reste du monde.

L'augmentation de la taille du marché résultant de la facilitation du commerce régional entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie devrait se traduire par une augmentation de l'investissement direct étranger dans les trois pays. Cet objectif d'intégration exige des pays du Maghreb qu'ils accélèrent la mise en œuvre du libre-commerce des biens et des services pour qu'il dépasse des produits ou des quantités particulières. Sans Maghreb, même le gain escompté des accords avec l'UE est pratiquement nul.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
E-mail :  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## CONDOLEANCES

Le Président Directeur Général de Djazzy, Monsieur Vincenzo Nesci,  
ainsi que l'ensemble du personnel,  
profondément attristés par la nouvelle du décès

de Monsieur AIT MOULOUD Mohand Amokrane,  
défunt père de Monsieur AIT MOULOUD Djaafar,  
Président de la Fédération Algérienne de handball,

présentent à toute sa famille leurs sincères  
condoléances et les assurent, en cette pénible circonstance,  
de leur profonde compassion et de leur total soutien.  
Que Dieu le Tout-Puissant accorde au défunt Sa sainte miséricorde  
et l'accueille en Son vaste paradis.

"A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons"



## Les services du renseignement américain aident la France au Mali

La France, en première ligne dans la guerre au Mali, bénéficie d'informations de drones et de satellites américains en complément de ses propres capacités de renseignement, essentielles pour un succès de l'opération, selon des experts.

Echanges bilatéraux de renseignements humains (agents) et techniques (écoutes, imagerie...) : depuis des lustres, les services de renseignements militaires et civils français entretiennent des relations soutenues mais discrètes avec leurs homologues américains et européens.

« Les échanges d'informations franco-américains sur le Mali se sont multipliés dès le début de l'occupation du nord du pays par des groupes islamistes armés », estime Eric Denécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R). Après le lancement de l'opération « Serval » au Mali, Paris a demandé à Washington d'apporter un soutien en matière de renseignement, de transport aérien et de ravitaillement en vol. Et la semaine dernière, le secrétaire américain à la Défense Leon Panetta a assuré que les Etats-Unis étaient disposés à fournir un « appui logistique » à la France et une aide en matière de renseignement contre les islamistes, dont ceux d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

« Nous avons toujours été préoccupés par les efforts d'Al-

Qaïda en vue d'établir des bases », a souligné M. Panetta. « Notre engagement depuis le 11 septembre (2001, ndr) a été de poursuivre Al-Qaïda où qu'il soit pour être sûr qu'il n'ait nulle part où se cacher ».

Depuis la création en 2008 du commandement des forces armées américaines en Afrique (Africom), les Américains ont déployé quelque 5 000 hommes, des drones, des avions de reconnaissance et des stations d'écoute dans toute l'Afrique, y compris au Sahel, explique Eric Denécé.

**Ratissage systématique**

Dans le cadre du plan « Tusker Sand », les services de renseignement américains ont mis des régions entières de l'Afrique sous la surveillance de petits avions Pilatus, bourrés d'électronique.

« La panacée de la chasse aux 4x4 des groupes islamistes armés, c'est la vidéo des drones américains », explique sous couvert de l'anonymat l'ancien chef d'un service de renseignement français. Selon lui, les Américains mettent en œuvre depuis Djibouti des drones stratégiques Hale (Haute altitude longue endurance) d'une autonomie de 24 heures et capables de parcourir plusieurs milliers de kilomètres. Ce type de drone, dont la France ne dispose pas, est « idéal pour chercher un convoi de pick-up en ratissant systématiquement une zone, ce

que ne peuvent pas faire les avions de reconnaissance ou les satellites ».

Les images, les vidéos et les écoutes recueillies par ces drones sont instantanément expédiées, via le très puissant réseau de transmissions satellitaires, vers les centres d'analyse américains. Les Américains, ajoute cet ancien responsable, disposent également d'un « immense réseau d'écoutes par satellites et d'avions-espions qui captent et décryptent les conversations transmises par les téléphones satellitaires des groupes islamistes armés ».

Mais ces derniers « savent qu'ils sont écoutés et observent au maximum le silence radio, montant même des opérations de « déception » (tromperie) en émettant avec leurs téléphones satellitaires à plusieurs centaines de kilomètres de leurs opérations effectives ».

A un niveau moindre, rappellent les deux spécialistes, la France peut aussi compter sur les bourses d'échanges d'images avec l'Italie et avec l'Allemagne. Les militaires allemands exploitent un système stratégique de cinq satellites d'images radar SAR-Lupe.

« Et, conclut l'ancien patron d'un service de renseignement, à mesure que l'armée malienne va se déployer dans le nord du pays, la France disposera d'un niveau de renseignement humain de plus en plus conséquent ».